



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-SEPTIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le jeudi 16 juin 2005 — N° 170

**Président de l'Assemblée nationale :
M. Michel Bissonnet**

QUÉBEC

La séance est ouverte à 10 h 10.

Moment de recueillement

M. le Président dépose :

Une lettre, en date du 16 juin 2005, qu'il a reçue de Mme Louise Harel, chef de l'opposition officielle, concernant la nomination de Mme Lucie Papineau, députée de Prévost, à la fonction de membre du Bureau de l'Assemblée nationale en remplacement de M. Claude Pinard, député de Saint-Maurice, et la nomination de M. Claude Cousineau, député de Bertrand, à la fonction de membre suppléant du Bureau en remplacement de Mme Lucie Papineau, députée de Prévost.
(Dépôt n° 2047-20050616)

Mme Leblanc, deuxième vice-présidente, propose que ces modifications à la composition du Bureau soient adoptées.

La motion est adoptée.

AFFAIRES COURANTES

Déclarations ministérielles

M. Fournier, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, fait une déclaration concernant la Journée nationale du sport et de l'activité physique.

M. Pagé (Labelle) commente la déclaration au nom de l'opposition officielle.

16 juin 2005

Présentation de projets de loi

M. Vallières, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 113 Loi modifiant la Loi sur les appellations réservées

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Dupuis, leader du gouvernement, au nom de M. Audet, ministre des Finances, dépose :

Le rapport annuel de Loto-Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005 ;

(Dépôt n° 2048-20050616)

Le rapport annuel de l'Autorité des marchés financiers sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2004 ;

(Dépôt n° 2049-20050616)

Le rapport annuel de l'Autorité des marchés financiers sur les assurances, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2004 ;

(Dépôt n° 2050-20050616)

Le rapport annuel de l'Autorité des marchés financiers sur les coopératives de services financiers, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2004.

(Dépôt n° 2051-20050616)

M. Dupuis, leader du gouvernement, au nom de M. Béchard, ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, dépose :

Le rapport annuel d'Investissement Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005 ;

(Dépôt n° 2052-20050616)

16 juin 2005

Le rapport annuel de la Société Innovatech du sud du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005 ;

(Dépôt n° 2053-20050616)

Le rapport annuel de la Société Innovatech du Grand Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005.

(Dépôt n° 2054-20050616)

M. Couillard, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose :

Le rapport annuel de gestion du Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005.

(Dépôt n° 2055-20050616)

M. Fournier, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, dépose les rapports financiers annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2004, des universités suivantes :

L'Université Concordia ;

(Dépôt n° 2056-20050616)

L'Université Laval ;

(Dépôt n° 2057-20050616)

L'Université du Québec (siège social) ;

(Dépôt n° 2058-20050616)

L'Université du Québec à Montréal ;

(Dépôt n° 2059-20050616)

L'Université du Québec en Outaouais.

(Dépôt n° 2060-20050616)

16 juin 2005

M. Marcoux, ministre de la Justice, dépose :

Le rapport annuel de l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005 ;

(Dépôt n° 2061-20050616)

Le rapport annuel de la Chambre des huissiers de justice du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005.

(Dépôt n° 2062-20050616)

M. Vallières, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose :

Le plan d'affaires 2005-2008 de Transformation Alimentaire Québec ;

(Dépôt n° 2063-20050616)

La convention de performance et d'imputabilité 2005 de Transformation Alimentaire Québec.

(Dépôt n° 2064-20050616)

M. Mulcair, ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, dépose :

Le rapport annuel de gestion du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005 ;

(Dépôt n° 2065-20050616)

Le rapport annuel de la Société des établissements de plein air du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005.

(Dépôt n° 2066-20050616)

Mme Normandeau, ministre des Affaires municipales et des Régions, dépose :

16 juin 2005

Le rapport annuel de gestion de la Société d'habitation du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2004 ;

(Dépôt n° 2067-20050616)

Une entente concernant la mise en œuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois en matière de logement au Nunavik.

(Dépôt n° 2068-20050616)

M. Bergman, ministre du Revenu, dépose :

Le plan d'action 2005-2006 de Revenu Québec.

(Dépôt n° 2069-20050616)

Mme Courchesne, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, dépose :

Le plan d'action 2005-2006 de la Sécurité du revenu ;

(Dépôt n° 2070-20050616)

Le plan d'action 2005-2006 du Centre de recouvrement ;

(Dépôt n° 2071-20050616)

Le rapport quinquennal 2000-2005 concernant la *Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre* ;

(Dépôt n° 2072-20050616)

Le plan d'action annuel 2005-2006 d'Emploi-Québec ;

(Dépôt n° 2073-20050616)

Le bilan 2005 des activités réalisées dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

(Dépôt n° 2074-20050616)

Mme Gauthier, ministre du Tourisme, dépose :

16 juin 2005

Un coffret de la collection des guides touristiques officiels du Québec 2005-2006.

(Dépôt n° 2075-20050616)

Mme Thériault, ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine, dépose :

Le rapport annuel de gestion du Conseil du statut de la femme, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005.

(Dépôt n° 2076-20050616)

M. le Président dépose :

Le rapport annuel de gestion du Vérificateur général, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005.

(Dépôt n° 2077-20050616)

Puis il dépose les rapports des activités de coopération parlementaire et interparlementaire suivants :

Le rapport des activités de la section du Québec de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), pour l'année 2004-2005, transmis par M. Yvan Bordeleau, député de l'Acadie et vice-président de la section du Québec de l'APF ;

(Dépôt n° 2078-20050616)

Le rapport des activités de la section du Québec de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC), pour l'année 2004-2005, transmis par M. William Cusano, premier vice-président de l'Assemblée nationale et président délégué de la section du Québec de l'APC ;

(Dépôt n° 2079-20050616)

Le rapport des activités de la section du Québec de la Confédération parlementaire des Amériques (COPA), pour l'année 2004-2005, transmis par M. Pierre Moreau, député de Marguerite-D'Youville et président délégué de la section du Québec de la COPA ;

16 juin 2005

(Dépôt n° 2080-20050616)

Le rapport des activités de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec les États-Unis (DANREU), pour l'année 2004-2005, transmis par M. Russell Copeman, député de Notre-Dame-de-Grâce et président de la Délégation ;

(Dépôt n° 2081-20050616)

Le rapport des activités de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec la Communauté française de Belgique, la Région wallonne et la Belgique (DANRB), pour l'année 2004-2005, transmis par M. François Gendron, troisième vice-président de l'Assemblée nationale et président délégué de la Délégation ;

(Dépôt n° 2082-20050616)

Le rapport des activités de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec l'Europe (DANRE), pour l'année 2004-2005, transmis par Mme Diane Leblanc, deuxième vice-présidente de l'Assemblée nationale et présidente déléguée de la Délégation ;

(Dépôt n° 2083-20050616)

Le rapport des activités de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les relations avec la France (DANRF), pour l'année 2004-2005, transmis par Mme Dominique Vien, députée de Bellechasse et présidente déléguée de la Délégation ;

(Dépôt n° 2084-20050616)

Le rapport des activités de l'Association parlementaire Nouveau-Brunswick-Québec, pour l'année 2004-2005, transmis par Mme Nancy Charest, députée de Matane et présidente déléguée de la section du Québec de l'Association ;

(Dépôt n° 2085-20050616)

Le rapport des activités de la section du Québec de l'Association parlementaire Ontario-Québec (APOQ), pour l'année 2004-2005, transmis par Mme Charlotte L'Écuyer, députée de Pontiac et présidente de la section du Québec de l'APOQ ;

(Dépôt n° 2086-20050616)

Le rapport des activités de coopération parlementaire daté du 8 juin 2005.

(Dépôt n° 2087-20050616)

16 juin 2005

Dépôts de rapports de commissions

M. Copeman (Notre-Dame-de-Grâce), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 15 juin 2005, a procédé à l'élection du président et du vice-président de la commission.
(Dépôt n° 2088-20050616)

M. Jutras (Drummond), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 15 juin 2005, a procédé à l'élection du président et du vice-président de la commission ;
(Dépôt n° 2089-20050616)

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 4 mai 2005, a procédé à l'examen des orientations, des activités et de la gestion du Centre de recherche industrielle du Québec.
(Dépôt n° 2090-20050616)

Mme Houda-Pepin (La Pinière), à titre de présidente, dépose :

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 15 juin 2005, a procédé à l'élection de la présidente et du vice-président de la commission.
(Dépôt n° 2091-20050616)

M. Ouimet (Marquette), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission de l'aménagement du territoire qui, le 15 juin 2005, a procédé à l'élection du président et du vice-président de la commission.
(Dépôt n° 2092-20050616)

16 juin 2005

M. Chagnon (Westmount–Saint-Louis), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 15 juin 2005, a procédé à l'élection du président et du vice-président de la commission.

(Dépôt n° 2093-20050616)

M. Mercier (Charlesbourg), à titre de membre, dépose :

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 15 juin 2005, a procédé à l'élection du président et du vice-président de la commission.

(Dépôt n° 2094-20050616)

M. Pinard (Saint-Maurice), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission des transports et de l'environnement qui, le 15 juin 2005, a procédé à l'élection du président et du vice-président de la commission ;

(Dépôt n° 2095-20050616)

Le rapport de la Commission des transports et de l'environnement qui, le 15 juin 2005, a entendu les intéressés et a procédé à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé :

n° 229 Loi concernant Pipeline Saint-Laurent

Le rapport contient des amendements au projet de loi.

(Dépôt n° 2096-20050616)

Mme Dionne-Marsolais (Rosemont), à titre de présidente, dépose :

Le rapport de la Commission de l'administration publique qui, le 15 juin 2005, a procédé à l'élection de la présidente et de la vice-présidente de la commission ;

(Dépôt n° 2097-20050616)

16 juin 2005

Le rapport de la Commission de l'administration publique qui, en vertu de la *Loi sur l'administration publique*, a entendu : le 9 février 2005, le sous-ministre de la Justice concernant la gestion des biens liés à la criminalité ; le 8 mars 2005, le secrétaire du Conseil du trésor concernant le bilan de la situation des agences et unités autonomes de service ; le 23 mars 2005, le sous-ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale concernant la qualité de l'information sur la performance du ministère ; le 13 avril 2005, le secrétaire du Conseil du trésor concernant le rapport sur l'application de la *Loi sur l'administration publique* ; le 20 avril 2005, les présidents de la Fédération des commissions scolaires du Québec et de l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec concernant l'aide aux élèves en difficulté. La commission a également tenu des séances de travail les 8 septembre 2004, 9 février, 8, 15 et 23 mars, 13 et 20 avril, 3 et 15 juin 2005. Le rapport contient 16 recommandations ;

(Dépôt n° 2098-20050616)

Le rapport de la Commission de l'administration publique qui, le 15 mars 2005, a entendu le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation dans le cadre de la vérification des engagements financiers du ministère pour les mois de mai à septembre 2004. La commission a tenu des séances de travail les 24 et 25 août, 26 octobre et 1^{er} décembre 2004, les 26 janvier, 9 mars, 13 avril et 8 juin 2005 afin de procéder à la vérification des engagements financiers de tous les ministères pour la période d'avril 2004 à mars 2005. La commission a aussi tenu quatre séances d'information concernant les engagements financiers : le Secrétariat du Conseil du trésor le 21 octobre 2004, le ministère des Transports le 27 octobre 2004, le Fonds forestier du ministère des Ressources naturelles et de la Faune le 26 janvier 2005, et le Secrétariat à l'action communautaire autonome le 9 mars 2005.

(Dépôt n° 2099-20050616)

M. Simard (Richelieu), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 15 juin 2005, a procédé à l'élection du président et du vice-président de la commission ;

(Dépôt n° 2100-20050616)

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 14 et 15 juin 2005, a tenu des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières à l'égard du projet de loi n° 103, Loi modifiant la Loi sur la justice administrative et d'autres dispositions législatives, et a procédé à l'étude détaillée de celui-ci.

16 juin 2005

Le rapport contient des amendements au projet de loi.

(Dépôt n° 2101-20050616)

M. Hamad (Louis-Hébert), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission des finances publiques qui, le 15 juin 2005, a procédé à l'élection du président et du vice-président de la commission ;

(Dépôt n° 2102-20050616)

Le rapport de la Commission des finances publiques qui, les 14 et 15 juin 2005, a procédé à l'étude détaillée du projet de loi :

n° 102 Loi concernant le financement de certains régimes de retraite

Le rapport contient des amendements au projet de loi.

(Dépôt n° 2103-20050616)

Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, Mme Caron (Terrebonne) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 10 211 citoyens et citoyennes du Québec, concernant la construction d'un train de banlieue reliant Montréal à la MRC Les Moulins ;

(Dépôt n° 2104-20050616)

L'extrait d'une pétition, signée par 10 000 citoyens et citoyennes du Québec, concernant le parachèvement de l'autoroute 25 entre Montréal et Laval.

(Dépôt n° 2105-20050616)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Bertrand (Charlevoix) dépose :

16 juin 2005

L'extrait d'une pétition, signée par 834 citoyens et citoyennes de la circonscription de Charlevoix, concernant les soins de courte durée et de longue durée pour les résidents de la Côte-de-Beaupré.

(Dépôt n° 2106-20050616)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Morin (Nicolet-Yamaska) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 3 144 citoyens et citoyennes de la circonscription de Nicolet-Yamaska, concernant la construction d'une centrale thermique au gaz à Bécancour.

(Dépôt n° 2107-20050616)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, Mme L'Écuyer (Pontiac) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 562 citoyens et citoyennes de la circonscription de Pontiac, concernant la fermeture éventuelle de la scierie Davidson.

(Dépôt n° 2108-20050616)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Auclair (Vimont) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 15 000 citoyens et citoyennes du Québec, concernant le parachèvement de l'autoroute 25 entre Montréal et Laval.

(Dépôt n° 2109-20050616)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

16 juin 2005

Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, M. Dumont (Rivière-du-Loup), Mme Harel, chef de l'opposition officielle, et M. Paradis (Brome-Missisquoi) proposent conjointement :

QUE l'Assemblée nationale souligne le départ à la retraite du journaliste Gilles Normand après une carrière de quarante ans et une présence remarquée à la Tribune de la presse dont il a été nommé « membre honoraire à vie ».

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Pelletier, ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information, présente, conjointement avec Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Relations internationales, une motion concernant la participation du Québec dans les dossiers internationaux ; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, Mme Courchesne, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, et M. Bouchard (Vachon) proposent conjointement :

QUE l'Assemblée nationale demande au gouvernement fédéral de conclure dans les meilleurs délais une entente finale avec le gouvernement du Québec pour aider les travailleuses et les travailleurs âgés victimes d'un licenciement collectif, tel que réclamé par le Québec depuis plusieurs années.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

16 juin 2005

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, M. Kelley, ministre délégué aux Affaires autochtones, et M. Létourneau (Ungava) proposent conjointement :

QUE l'Assemblée nationale souligne, à l'occasion du solstice d'été, soit le 21 juin prochain, la Journée nationale des Autochtones de même que la contribution continuelle des onze nations à l'héritage et au développement collectif du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Dupuis, leader du gouvernement, propose :

QUE la Commission de la culture, dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 86, Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et d'autres dispositions législatives, procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 13 septembre 2005 ;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 19 août 2005 ;

QUE le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

16 juin 2005

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Dupuis, leader du gouvernement, propose :

QUE la Commission de l'économie et du travail, dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 99, Loi modifiant la Loi concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Shipshaw, procède à des consultations particulières et tiennent des auditions publiques, le 30 août 2005, à la salle Louis-Joseph-Papineau et qu'à cette fin elle entende les organismes suivants, et ce, dans l'ordre ci-après indiqué :

- Municipalité régionale de comté du Fjord du Saguenay et le président de l'arrondissement de La Baie
- Fédération des travailleurs du papier et de la forêt, Syndicat des travailleurs de l'usine de Port Alfred et de l'usine de Kénogami
- Conseil de l'industrie forestière
- Michel Magnan, professeur de comptabilité, titulaire de la Chaire de comptabilité Lawrence Bloomberg, Université Concordia
- Conférence régionale des élus du Saguenay–Lac-Saint-Jean et municipalité de Saint-David-de-Falardeau
- Abitibi Consolidated inc.

QU'une période de 20 minutes soit prévue pour les remarques préliminaires partagée de la façon suivante : 10 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement et 10 minutes pour les députés de l'opposition ;

QUE la durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de 20 minutes et l'échange avec les membres de la commission soit d'une durée maximale de 40 minutes partagées également entre les membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et les députés de l'opposition ;

16 juin 2005

QUE le ministre des Ressources naturelles et de la Faune
soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la
motion est adoptée.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Marcoux, ministre de la Justice, propose que le projet de loi n° 105, Loi
modifiant le Code de procédure pénale et la Loi sur les tribunaux judiciaires, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 105 est
adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 252 et 253 du
Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des
institutions relatif au projet de loi n° 103, Loi modifiant la Loi sur la justice
administrative et d'autres dispositions législatives.

Le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement,
M. Marcoux, ministre de la Justice, propose que le projet de loi n° 103, Loi modifiant la
Loi sur la justice administrative et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

16 juin 2005

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 103 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi n° 38, Loi sur le Commissaire à la santé et au bien-être.

Après débat, le rapport est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 13 heures.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Couillard, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi n° 38, Loi sur le Commissaire à la santé et au bien-être, soit adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix ; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° **188** en annexe)

Pour: **55** Contre: **40** Abstention: **0**

En conséquence, le projet de loi n° 38 est adopté.

M. Couillard, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi n° 112, Loi modifiant la Loi sur le tabac et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

16 juin 2005

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 112 est adopté.

Mme Normandeau, ministre des Affaires municipales et des Régions, propose que le projet de loi n° 111, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le projet de loi n° 111 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 252 et 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des finances publiques relatif au projet de loi n° 102, Loi concernant le financement de certains régimes de retraite.

Le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, Mme Courchesne, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, propose que le projet de loi n° 102, Loi concernant le financement de certains régimes de retraite, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 102 est adopté.

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption du principe

Mme Vien (Bellechasse) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 220, Loi concernant la Ville de Thetford Mines, soit adopté.

16 juin 2005

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 220 est adopté.

Adoption

Mme Vien (Bellechasse) propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 220, Loi concernant la Ville de Thetford Mines, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé n° 220 est adopté.

Adoption du principe

M. Paquin (Saint-Jean) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 224, Loi concernant la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 224 est adopté.

Adoption

M. Paquin (Saint-Jean) propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 224, Loi concernant la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé n° 224 est adopté.

Adoption du principe

M. Soucy (Portneuf) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 225, Loi modifiant la Loi constituant en corporation la ville du Lac Saint-Joseph, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 225 est adopté.

16 juin 2005

Adoption

M. Soucy (Portneuf) propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 225, Loi modifiant la Loi constituant en corporation la ville du Lac Saint-Joseph, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé n° 225 est adopté.

Adoption du principe

M. Brodeur (Shefford) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 227, Loi concernant la Ville de Magog, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 227 est adopté.

Adoption

M. Brodeur (Shefford) propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 227, Loi concernant la Ville de Magog, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé n° 227 est adopté.

Adoption du principe

M. Lelièvre (Gaspé) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 230, Loi concernant la Ville de Gaspé, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 230 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 35 des Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé, M. Lelièvre (Gaspé) propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 230, Loi concernant la Ville de Gaspé, soit adopté.

16 juin 2005

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé n° 230 est adopté.

Adoption du principe

M. Tomassi (LaFontaine) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 232, Loi modifiant divers règlements d'emprunt émanant de la Ville de Montréal, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 232 est adopté.

Adoption

M. Tomassi (LaFontaine) propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 232, Loi modifiant divers règlements d'emprunt émanant de la Ville de Montréal, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé n° 232 est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 268 du Règlement, M. Bachand (Arthabaska) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 229, Loi concernant Pipeline Saint-Laurent, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé n° 229 est adopté.

Adoption

M. Bachand (Arthabaska) propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 229, Loi concernant Pipeline Saint-Laurent, soit adopté.

La motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi d'intérêt privé n° 229 est adopté.

16 juin 2005

M. Dupuis, leader du gouvernement, propose l'ajournement des travaux au mardi 18 octobre 2005, à 14 heures.

La motion est adoptée.

En conséquence, à 14 h 52, M. le Président lève la séance et l'Assemblée s'ajourne au mardi 18 octobre 2005, à 14 heures.

Le Président

MICHEL BISSONNET

16 juin 2005

ANNEXE

Votes par appel nominal

Sur la motion de M. Couillard, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant l'adoption du projet de loi n° 38, Loi sur le Commissaire à la santé et au bien-être :

(Vote n° 188)

POUR - 55

Auclair	Couillard	Lamquin-Éthier	Paquet
Bachand	Courchesne	Legault	Paquin
Beauchamp	Delisle	<i>[Chambly]</i>	Paradis
Bergman	Descoteaux	Lessard	Pelletier
Bernard	Dubuc	Loiselle	Reid
Blackburn	Dupuis	MacMillan	Rioux
Bordeleau	Fournier	Marcoux	Soucy
Chagnon	Gabias	Marsan	Théberge
Charest	Gaudet	Mercier	Thériault
<i>[Matane]</i>	Gautrin	Moreau	<i>[Anjou]</i>
Charlebois	Hamel	Morin	Tomassi
Chenail	Houda-Pepin	<i>[Montmagny-L'Islet]</i>	Vallières
Cholette	James	Mulcair	Vien
Copeman	Jérôme-Forget	Normandeau	Whissell
Corbeil	Kelley	Ouimet	

CONTRE - 40

Beaudoin	Côté	Lefebvre	Pagé
Bertrand	Cousineau	Legault	Papineau
Bouchard	Deslières	<i>[Rousseau]</i>	Picard
<i>[Vachon]</i>	Dion	Legendre	Pinard
Boucher	Doyer	Lelièvre	Richard
Bourdeau	Dufour	Lemieux	Robert
Caron	Dumont	Létourneau	Roy
Champagne	Girard	Maltais	Tremblay
Charbonneau	Grondin	Marois	Turp
Charest	Harel	Morin	Valois
<i>[Rimouski]</i>	Jutras	<i>[Nicolet-Yamaska]</i>	Vermette